

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 95.  
N° 20.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15  
NO ATETE 1946.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger .....	71 fr.	42 fr.	23 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc .....	2 fr.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1944 18 avril Ordonnance relative aux allocations en faveur des fa- milles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux. (Arrêté de promul- gation n° 747 s.g., du 6 août 1946).....	348
1946 8 mai Décret n° 46-1041, modifiant le décret du 8 mai 1939 relatif au règlement par virements de banque et par chèques des dépenses et des créances de l'Etat, des colonies et des collectivités et établissements publics des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 665 s.g., du 10 juillet 1946, paru au <i>Journal officiel</i> du 31 juillet 1946).....	349
10 mai Décret n° 46-1018, relatif à l'exécution de la conven- tion postale universelle du 23 mai 1939 et du règle- ment y annexé. (Arrêté de promulgation n° 665 s.g., du 10 juillet 1946, paru au <i>Journal officiel</i> du 31 juil- let 1946).....	349
10 mai Décret n° 46-1019, fixant le montant des taxes à per- cevoir pour les mandats-poste échangés entre les ter- ritoires français d'outre-mer (Indochine exceptée) d'une part, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, l'Inde britannique, le Canada, l'île de Malte, la Nouvelle-Zélande, l'Union de l'A- frique du Sud, les autres colonies et dominions bri- tanniques, les Etats-Unis d'Amérique, la République de Costa-Rica et l'Etat libre d'Irlande d'autre part. (Arrêté de promulgation n° 665 s.g., du 10 juillet 1946, paru au <i>Journal officiel</i> du 31 juillet 1946)...	351
10 mai Décret n° 46-1020, relatif à l'exécution de l'arrange- ment de l'Union postale universelle du 23 mai 1939 concernant les lettres et les boîtes avec valeur décla- rée et du règlement y annexé. (Arrêté de promul- gation n° 665 s.g., du 10 juillet 1946, paru au <i>Jour- nal officiel</i> du 31 juillet 1946).....	351

10 mai Décret n° 46-1021, relatif à l'exécution de l'arrange- ment de l'Union postale universelle du 23 mai 1939 concernant les mandats de poste et du règlement y annexé. (Arrêté de promulgation n° 665 s.g., du 10 juillet 1946, paru au <i>Journal officiel</i> du 31 juillet 1946).....	352
10 mai Décret n° 46-1045, modifiant le décret n° 46-182 du 13 février 1946, portant modification du texte orga- nique du 23 août 1944 créant le cadre général des transmissions coloniales. (Arrêté de promulgation n° 665 s.g., du 10 juillet 1946, paru au <i>Journal officiel</i> du 31 juillet 1946).....	353
11 mai Décret n° 46-1048, portant institution de dérogations transitoires aux règles d'avancement prévus par le décret du 23 avril 1935. (Arrêté de promulgation n° 665 s.g., du 10 juillet 1946, paru au <i>Journal offi- ciel</i> du 31 juillet 1946).....	353
16 mai Décret n° 46-1105, modifiant le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux co- lonies. (Arrêté de promulgation n° 665 s.g., du 10 juillet 1946, paru au <i>Journal officiel</i> du 31 juillet 1946).....	354
20 juil. Décret n° 46-1666, complétant le décret du 31 mai 1946 pris pour l'application aux départements et aux ter- ritoires relevant du ministère de la France d'outre- mer, autres que l'Indochine, de la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités. (Arrêté de promulgation n° 747 s.g., du 6 août 1946).....	354

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1946 26 juil. Arrêté n° 714 s.g., modifiant à nouveau l'arrêté n° 324 a.g.f., du 6 avril 1939 réglementant les détails d'ap- plication dans les Etablissements français de l'Océa- nie des deux décrets et de l'arrêté ministériel (colo- nies) du 26 mai 1937 sur le logement et l'ameuble- ment aux colonies, la domesticité et les frais divers et les moyens de transport mis à la disposition de certains fonctionnaires.....	354
---	-----

26 juil.	Arrêté n° 715 s.g., portant annulation d'un ordre de recette.....	355
26 juil.	Arrêté n° 716 s.g., rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie.....	355
26 juil.	Arrêté n° 717 s.g., augmentant les allocations viagères payées sur les fonds du budget local.....	355
26 juil.	Arrêté n° 718 s.g., attribuant aux communes les parts leur revenant et fixant les quotes-parts de chacune d'elle dans certaines dépenses du Service local pendant l'année 1946.....	356
26 juil.	Arrêté n° 719 s.g., portant annulation d'ordres de recettes.....	356
26 juil.	Arrêté n° 720 s.g., portant acceptation d'un don.....	357
26 juil.	Arrêté n° 721 i.p., prescrivant les conditions d'admission dans la classe de première année (section générale) de cours complémentaires.....	357
27 juil.	Arrêté n° 731 f.t., établissant l'indemnité représentative de la ration de vivres aux militaires à solde journalière européens et indigènes au 1 <sup>er</sup> janvier 1946....	358
29 juil.	Arrêté n° 733 co., rendant exécutoires des rôles principaux et de régularisation de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes, des 10 % C.C., des droits asiatiques, des taxes sur les voitures, sur les chiens et sur les armes, pour l'année 1946.....	558
30 juil.	Décision n° 735 c., chargeant l'Enseigne de Vaisseau, Antoine, du secrétariat permanent de la défense nationale dans les Etablissements français de l'Océanie.	359
6 août	Arrêté n° 748 s.g., rapportant la promulgation du décret n° 45-1096 du 30 mai 1946 relatif aux taux des amendes pénales.....	559
	Rectificatif à la décision n° 677 c., du 16 juillet 1946, portant titularisation de M. Putoa (Alexandre), dans le cadre local de l'Imprimerie du Gouvernement....	360
	Rectificatif à la décision n° 686 c., en date du 19 juillet 1946, portant recrutement de MM. Pambrun (Eugène) et Frébault (Jean-Marie), en qualité d'agents auxiliaires du Service local.....	360
	Extraits .....	360

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annnonce judiciaire .....	361
Annonces diverses. ....	361

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 747 s.g., promulguant des actes du pouvoir central.  
(Du 6 août 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

Vu le télégramme n° 660 CIRC AP/1 du 25 juillet 1946 du ministre des colonies,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1<sup>o</sup> l'ordonnance du 18 avril 1944 relative aux allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux (J. O. R. F. 35 du 27 avril 1944, page 334) ;

2<sup>o</sup> décret n° 46-1666 du 20 juillet 1946 complétant le décret du 31 mai 1946 pris pour l'application aux départements et aux territoires relevant du ministère de la France d'Outre-mer, autres que l'Indochine, de la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 6 août 1946.

HAUMANT.

ORDONNANCE relative aux allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux.

(Du 18 avril 1944).

Le Comité français de la Libération nationale,

Sur le rapport du Commissaire d'Etat aux Affaires musulmanes, du Commissaire aux Affaires Etrangères, du Commissaire aux Finances, du Commissaire à la Guerre, du Commissaire à l'Air, du Commissaire à la Marine, du Commissaire à l'Intérieur, du Commissaire aux Affaires sociales, du Commissaire aux Colonies, du Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 instituant des allocations en faveur des familles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la durée de la mobilisation ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 qui a fixé les taux et les conditions d'attribution de ces allocations et les textes modificatifs subséquents, notamment l'ordonnance du 26 août 1943 et le décret du 26 octobre 1943 ;

Vu l'ordonnance du 7 mars 1944 relative au statut des Français musulmans d'Algérie ;

Le Comité juridique entendu,

#### ORDONNE :

Article 1<sup>er</sup>.— Les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 instituant des allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux, sont remises en vigueur dans les territoires où elles avaient été abrogées, ainsi que celles du décret d'application du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et des actes modificatifs et complémentaires subséquents.

Les actes nuls dits « ordonnances n°s 50 et 52 des 20 et 21 décembre 1942 » cessent immédiatement de recevoir application. L'acte nul dit « Loi du 20 juillet 1942 » instituant une délégation familiale au profit des familles de prisonniers de guerre ainsi que les textes modificatifs ou complémentaires et d'application dudit acte cessent de recevoir application. Toutefois les effets de ces actes nuls sont maintenus jusqu'à la mise en vigueur des décrets ou arrêtés prévus par l'article suivant.

Art. 2. — Les taux et conditions d'attribution des allocations principales et des majorations sont fixés, savoir :

a) pour les familles résidant en Corse et dans les territoires métropolitains libérés, par décrets sur le rapport des Commissaires intéressés.

b) pour les familles résidant en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Syrie et au Liban, par arrêtés pris par le Gouverneur Général de l'Algérie, les Résidents Généraux, le Délégué Général Haut Commissaire de France au Levant, après approbation préalable du Commissaire aux Finances et des Commissaires intéressés en chaque cas.

c) pour les familles résidant dans les territoires relevant du Commissaire aux Colonies, par arrêtés des chefs de colonies exécutoires après approbation du Commissaire aux Colonies et pris après accord du Commissaire aux Colonies et du Commissaire aux Finances.

Ces décrets et arrêtés seront établis en considérant la résidence effective des bénéficiaires de l'allocation principale au jour de l'appel ou du rappel sous les drapeaux du soutien de famille.

En aucun cas, l'application de ces décrets et arrêtés ne pourra avoir pour effet de diminuer le montant total des allocations et majorations servies aux familles visées ci-dessus à la date de publication de la présente ordonnance.

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 18 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le Commissaire d'Etat,*  
GÉNÉRAL CATROUX.

*Le Commissaire aux Affaires étrangères,*  
MASSIGLI.

*Le Commissaire aux Finances,*  
PIERRE MENDES-FRANCE.

*Le Commissaire à la Guerre,*  
ANDRÉ DIETHELM.

*Le Commissaire à l'Air,*  
FERNAND GRENIER.

*Le Commissaire à la Marine,*  
JACQUINOT.

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire à l'Intérieur p.i.,*  
FRANÇOIS DE MENTHON.

*Le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés,*  
FRENAY.

*Le Commissaire aux Affaires sociales p.i.,*  
RENÉ CAPITANT.

*Le Commissaire délégué à l'Administration des Territoires métropolitains libérés,*  
ANDRÉ LE TROQUER.

DÉCRET n° 46-1041 modifiant le décret du 18 mai 1939 relatif au règlement par virements de banque et par chèques des dépenses et des créances de l'Etat, des colonies et des collectivités et établissements publics des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

(Du 8 mai 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances ;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret du 18 mai 1939 relatif au règlement par virements de banque et par chèques des dépenses et des créances de l'Etat, des colonies et des collectivités et établissements publics, modifiés par l'acte dit décret du 11 février 1941,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le dernier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 18 mai 1939, modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'acte dit décret du 11 février 1941, est modifié ainsi qu'il suit :

« Des arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs et commissaires de la République, pourront rendre obligatoirement payables par virements de banque les dépenses supérieures à une somme qui sera fixée pour chaque colonie ou territoire, en tenant compte des contingences locales et après accord préalable du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances ».

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
MARIUS MOUTET.

*Le ministre des finances,*  
A. PHILIP.

DÉCRET n° 46-1018 relatif à l'exécution de la convention postale universelle du 23 mai 1939 et du règlement y annexé.

(Du 10 mai 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances ;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 portant organisation du régime financier des colonies ;

Vu l'article 82 de la convention de l'Union postale universelle conclue à Buenos-Aires le 23 mai 1939, déterminant les conditions de la mise en vigueur de ladite convention ;

Vu l'article 7 (alinéa 1<sup>er</sup>) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes par l'effet duquel est provisoirement maintenu en application l'acte dit décret n° 18 du 9 janvier 1942 relatif à l'exécution de la convention précitée ;

Vu le décret n° 45-0136 du 25 décembre 1945 fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellées en francs ;

Vu l'avis du ministère des finances en date du 26 décembre 1945 ;

Vu le décret n° 45-0208 du 29 décembre 1945 relatif à l'exécution de la convention postale universelle du 23 mai 1939 et du règlement y annexé,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sous réserve de l'application des arrangements spéciaux conclus ou pouvant être conclus dans l'avenir par les offices postaux français des colonies en vertu de l'article 5 de la convention postale universelle et des dispositions légales ou réglementaires concernant les correspondances circulant entre les colonies françaises, la France, l'Algérie et les pays de protectorat ou assimilés, l'échange des correspondances ordinaires ou recommandées (lettres et cartes postales, papiers d'affaires, journaux et autres imprimés, échantillons de marchandises, petits paquets) entre l'ensemble des colonies françaises (Indochine exceptée) d'une part, et les pays étrangers d'autre part, aura lieu dans les conditions fixées par la convention précitée et le règlement y annexé.

Art. 2. — Dans les territoires français d'outre-mer ayant

adhéré en bloc à l'Union postale universelle sous la dénomination « autres colonies françaises » les taxes afférentes aux correspondances ordinaires ou recommandées à destination des pays étrangers sont perçues conformément aux tarifs indiqués au tableau ci-annexé.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire  
de la République :

*Le ministre de la France  
d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

*Le ministre des finances,*  
A. PHILIP.

OBJETS DE CORRESPONDANCE OU SERVICE DIVERS

TAXES APPLICABLES AU DÉPART

	des colonies du Pacifique — Exprimées en francs CFP.	des colonies d'Afri- que, Madagascar, la Réunion, Saint-Pierre et Miquelon. — Exprimées en francs C.F.A.	de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane. — Exprimées en francs français.	des Etablissements français de l'Inde. — Exprimées en roupies, fa- çons, caches.
<b>Lettres :</b>				
Jusqu'à 20 g .....	4	6	10	2 f. 2 c.
Au-dessus de 20 g, par 20 g ou fraction de 20 g .....	2,4	3,6	6	1 f. 6 c.
<b>Cartes postales :</b>				
Simple .....	2,4	3,6	6	1 f. 6 c.
Avec réponse payée .....	4,8	7,2	12	2 f. 12 c.
<b>Papiers d'affaires :</b>				
Par 50 g ou fraction de 50 g .....	0,8	1,2	2	10 c.
Minimum de perception .....	4	6	10	2 f. 2 c.
<b>Imprimés. — Par 50 g ou fraction de 50 g .....</b>	0,8	1,2	2	10 c.
<b>Journaux (pour les colonies admettant la réduction de 50 p. 100 sur le tarif général des imprimés). — Par 50 g ou fraction de 50 g .....</b>	0,4	0,6	1	"
<b>Impressions en relief à l'usage des aveugles. — Par 1.000 g ou fraction de 1.000 g .....</b>	0,3	0,6	1	5 c.
<b>Echantillons :</b>				
Par 50 g ou fraction de 50 g .....	0,8	1,2	2	10 c.
Minimum de perception .....	1,6	2,4	4	20 c.
<b>Petits paquets (pour les colonies qui les admettent) :</b>				
Par 50 g ou fraction de 50 g .....	1,6	2,4	4	20 c.
Minimum de perception .....	8	12	20	4 f. 4 c.
<b>Recommandation. — Droit fixe .....</b>	4	6	10	2 f. 2 c.
<b>Minimum de perception à l'arrivée auquel sont assujettis les objets non ou insuffisamment affranchis .....</b>	0,8	1,2	2	10 c.
<b>Remboursement (liquidation par mandat de remboursement). — Droit fixe .....</b>	6	9	16	3 f. 8 c.
<b>Pour les colonies qui admettent les correspondances contre remboursement. — Droit proportionnel par 200 F ou fraction de 200 F (1) .....</b>	1	1	1	1 c.
<b>Remboursement dont le montant est à verser à un compte de chèque postal dans le pays de destination (pour les colonies qui admettent ce mode de règlement). — Droit fixe .....</b>	3	4,5	8	"
<b>Avis de réception :</b>				
Demandé au moment du dépôt de l'objet .....	4	6	10	2 f. 2 c.
Demandé postérieurement au dépôt de l'objet .....	6	9	15	3 f. 3 c.
<b>Reclamations .....</b>	6	9	15	3 f. 3 c.
<b>Indemnité pour perte d'un objet recommandé .....</b>	600	900	1.500	40 r.
<b>Taxe à percevoir au départ sur les correspondances à distribuer par exprès (pour les colonies qui les admettent) .....</b>	8	12	20	"
<b>Droit de dédouanement .....</b>	5	8	12	2 f. 12 c.
<b>Coupons-réponses (pour les colonies qui en admettent la vente) .....</b>	7	9	15	3 f. 3 c.
<b>Carte d'identité (pour les colonies qui les admettent) .....</b>	10	15	25	"

(1) Pour les Etablissements français dans l'Inde, droit proportionnel de 1 cache par roupie ou fraction de roupie.

13 AOUT 1946

351

DÉCRET n° 46-1019 fixant le montant des taxes à percevoir pour les mandats de poste échangés entre les territoires français d'outre-mer (Indochine exceptée) d'une part, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, l'Inde britannique, le Canada, l'île de Malte, la Nouvelle-Zélande, l'Union de l'Afrique du Sud, les autres colonies et dominions britanniques, les Etats-Unis d'Amérique, la république de Costa-Rica et l'Etat libre d'Irlande, d'autre part.

(Du 10 mai 1946.)

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances ;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 portant organisation du régime financier des colonies ;

Vu l'article 7 (1<sup>er</sup> alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes par l'effet duquel est provisoirement maintenu en application l'acte dit décret n° 17 du 9 janvier 1942 relatif à l'exécution de l'arrangement de l'union postale universelle concernant les mandats de poste ;

Vu le décret n° 45-0136 du 25 décembre 1945 fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellées en francs ;

Vu l'avis du ministère des finances en date du 26 décembre 1945 ;

Vu le décret n° 45-0215 du 29 décembre 1945 modifiant les décrets des 7 mai 1926, 24 novembre 1932, 28 mars 1933, 8 avril 1933 et 19 janvier 1937 fixant le montant des taxes à percevoir pour les mandats de poste échangés entre la France, d'une part, et les pays étrangers précités, d'autre part,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Dans les territoires français d'outre-mer (Indochine exceptée), les taxes applicables aux mandats à destination du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Inde britannique, du Canada, de l'île de Malte, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union de l'Afrique du Sud, des autres colonies et dominions britanniques, des Etats-Unis d'Amérique, de la république de Costa-Rica et de l'Etat libre d'Irlande sont perçues conformément aux tarifs indiqués au tableau ci-annexé.

Art. 2.— Le ministre des finances et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

Le ministre des finances,  
A. PHILIP.

# NATURE DES OPÉRATIONS OU DES SERVICES

## TAXES APPLICABLES AU DÉPART

NATURE DES OPÉRATIONS OU DES SERVICES	des colonies du Pacifique	des colonies d'Afrique, Madagascar, la Réunion, Saint-Pierre et Miquelon.	de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane.	des Etablissements français de l'Inde.
	Exprimées en francs CFP.	Exprimées en francs CFA.	Exprimées en francs français.	Exprimées en roupies, fanons, caches.
Droit fixe.....	3	4,7	8	1 f. 46 c.
Droit proportionnel sur la somme versée (par 100 F ou fraction de 100 F) (1).....	4	4	4	1 c.

(1) Pour les Etablissements de l'Inde, droit proportionnel de 4 cache par 4 fanons ou fraction de 4 fanons.

DÉCRET n° 46-1020 relatif à l'exécution de l'arrangement de l'union postale universelle du 23 mai 1939 concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée et du règlement y annexé.

(Du 10 mai 1946.)

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances ;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 portant organisation du régime financier des colonies ;

Vu l'article 34 de l'arrangement de l'Union postale universelle concernant les lettres et boîtes avec valeur déclarée,

conclu à Buenos-Aires le 23 mai 1939 déterminant les conditions de la mise en vigueur dudit arrangement ;

Vu l'article 7 (alinéa 1<sup>er</sup>) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes par l'effet duquel est provisoirement maintenu en application l'acte dit décret n° 15 du 9 janvier 1942 relatif à l'exécution de l'arrangement précité ;

Vu le décret n° 45-0136 du 25 décembre 1945 fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellées en francs ;

Vu l'avis du ministère des finances en date du 26 décembre 1945 ;

Vu le décret n° 45-029 du 29 décembre 1945 relatif à l'exécution de l'arrangement de l'Union postale universelle du 23 mai 1939 précité et du règlement y annexé,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée entre, d'une part, les colonies françaises (Indochine exceptée) et, d'autre part, les pays qui ont adhéré ou qui adhéreront à l'arrangement international conclu à Buenos-Aires le 23 mai 1939, sera effectué dans les conditions déterminées par cet arrangement et le règlement y annexé.

Art. 2. — Dans les territoires d'outre-mer ayant adhéré en bloc à l'arrangement précité sous la dénomination « autres colonies françaises », les taxes afférentes aux lettres et boîtes avec valeur déclarée à destination des pays étrangers sont perçues conformément aux tarifs indiqués au tableau ci-annexé.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la Fran-

ce d'outre-mer sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France  
d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

Le ministre des finances,

A. PHILIP.

## NATURE DES OPÉRATIONS OU DES SERVICES

## TAXES APPLICABLES AU DÉPART

des colonies du Pacifique — Exprimées en francs CFP.	des colonies d'Afri- que, Madagascar, la Réunion, Saint-Pierre et Miquelon. — Exprimées en francs C.F.A.	de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane. — Exprimées en francs français.	des Etablissements français de l'Inde. — Exprimées en roupies, fa- nons, caches.
Droit afférent au transport des lettres avec valeur déclarée :			
Jusqu'à 20 g.....	4	6	10
Au-dessus de 20 g, par 20 g ou fraction de 20 g.....	2,4	3,6	6
Droit afférent au transport des boîtes avec valeur déclarée :			
Par 50 g ou fraction de 50 g.....	3	4	7
Minimum de perception.....	12	16	28
Droit de recommandation (lettres et boîtes). — Droit fixe.....	4	6	10
Droit d'assurance (lettres et boîtes) :			
Jusqu'à 3.000 F de valeur déclarée.....	5	5	5
Au-dessus de 3.000 F, par 1.000 F ou fraction de 1.000 F de valeur déclarée.....	1	1	1
Maximum de déclaration.....	40.000	60.000	100.000
Avis de réception :			
Demandé au moment du dépôt de l'objet.....	4	6	10
Demandé postérieurement au dépôt de l'objet.....	6	9	15
Renseignements.....	6	9	15

(1) Pour les Etablissements français de l'Inde, jusqu'à 100 roupies, droit d'assurance de 1 fanon 6 caches.

(2) Pour les Etablissements français de l'Inde, au-dessus de 100 roupies, et par 50 roupies ou fraction de 50 roupies, droit d'assurance de 12 caches.

DÉCRET n° 46-1021 relatif à l'exécution de l'arrangement de l'Union postale universelle du 23 mai 1939 concernant les mandats de poste et du règlement y annexé.

(Du 10 mai 1946.)

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 portant organisation du régime financier des colonies ;

Vu l'article 39 de l'arrangement de l'Union postale universelle concernant l'échange des mandats de poste, conclu à Buenos-Aires le 23 mai 1939 déterminant les conditions de la mise en vigueur dudit arrangement ;

Vu l'article 7 (alinéa 1<sup>er</sup>) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le ter-

ritoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes par l'effet duquel est provisoirement maintenu en application l'acte dit décret n° 17 du 9 janvier 1942 relatif à l'exécution de l'arrangement précité ;

Vu le décret n° 45-0136 du 25 décembre 1945 fixant la valeur de certaines monnaies des territoires d'outre-mer libellées en francs ;

Vu l'avis du ministère des finances en date du 26 décembre 1945 ;

Vu le décret n° 45-0211 du 29 décembre 1945 relatif à l'exécution de l'arrangement de l'union postale universelle du 23 mai 1939 précité et du règlement y annexé,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Des envois de fonds peuvent être faits par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre l'ensemble des colonies françaises (Indochine exceptée), d'une part, et les pays qui ont adhéré ou adhéreront à l'arrangement international du 23 mai 1939, d'autre part, dans les conditions fixées par cet arrangement et le règlement y annexé.

Art. 2. — Les divers offices postaux français des colonies sont autorisés à conclure avec des administrations étrangères les arrangements particuliers prévus par les articles 3, 7, 11 et 31 de l'arrangement du 23 mai 1939.

Art. 3. — Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires concernant l'échange des mandats entre les colonies françaises, la France, l'Algérie et les pays de protectorat ou assimilés, les taxes afférentes aux mandats émis dans les territoires français d'outre-mer ayant adhéré en bloc à l'arrangement précité sous la dénomination « autres colonies françaises » à destination des pays adhérents à l'arrangement international du 23 mai 1939 sont perçues conformément aux tarifs indiqués au tableau ci-annexé.

Art. 4. — Le ministre des finances et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

*Le ministre des finances,*  
A. PHILIP.

# NATURE DES OPÉRATIONS OU DES SERVICES

## TAXES APPLICABLES AU DÉPART

NATURE DES OPÉRATIONS OU DES SERVICES	des colonies du Pacifique — Exprimées en francs CFP.	des colonies d'Afrique, Madagascar, la Réunion, Saint-Pierre et Miquelon. — Exprimées en francs CFA.	de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane. — Exprimées en francs français.	des Etablissements français de l'Inde. — Exprimées en roupies, fanons, caches.
Droit fixe.....	3	4,7	8	1 f. 16 c.
Droit proportionnel sur la somme versée: par 200 F ou fraction de 200 F (1).....	1	1	1	1 c.
Droit de remise à domicile.....	2	2	3	15 c.
Avis de paiement demandé au moment de l'émission du titre.....	4	6	10	2 f. 2 c.
Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission du titre.....	6	9	15	3 f. 3 c.
Renseignements.....	6	9	15	3 f. 3 c.
Réclamations.....	6	9	15	3 f. 3 c.
Visa pour date.....	6	9	15	3 f. 3 c.

(1) Pour les Etablissements français dans l'Inde, droit proportionnel de 1 cache par roupie ou fraction de roupie.

DÉCRET n° 46-1045 modifiant le décret n° 46-182 du 13 février 1946 portant modification du texte organique du 23 août 1944 créant le cadre général des transmissions coloniales.

(Du 10 mai 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 23 août 1944 portant création du cadre général des transmissions coloniales et les textes subséquents, notamment le décret n° 46-182 du 13 février 1946,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 11 du décret organique du 23 août 1944 portant création du cadre général des transmissions coloniales modifié par le décret n° 46-182 du 13 février 1946 est remplacé par le suivant :

« Cette liste comprend deux parties :

« Ne pourront être inscrit sur la première partie de ladite liste que les ingénieurs, ingénieurs adjoints de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe ainsi que les agents contractuels assimilés au grade d'ingénieur ou d'ingénieurs adjoints de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe âgés de moins de quarante-deux ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours et comptant au moins quatre années de service, ou comme agent contractuel assimilé, dont deux ans de service outre-mer ».

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

DÉCRET n° 46-1048 portant institution de dérogations transitoires aux règles d'avancement prévues par le décret du 23 avril 1945.

(Du 11 mai 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 23 avril 1945, maintenant provisoirement en vigueur les dispositions de l'acte dit décret du 18 novembre 1942, relatives aux règles d'avancement,



## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les administrateurs-adjoints de 1<sup>re</sup> classe des colonies qui réunissaient les conditions d'ancienneté et de séjour colonial prévues par le décret du 10 juillet 1920, pour accéder au grade d'administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies, dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1945 et la fin du sixième mois qui a suivi la parution du décret du 23 avril 1945, pourront être promus à ce dernier grade, sans que puissent leur être opposées les dispositions de l'article 14 de l'acte dit décret du 18 novembre 1942, validées par le texte précité du 23 avril 1945.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Paris, le 11 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

DÉCRET n° 46-1105 modifiant le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies.

(Du 16 mai 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer,  
Vu le décret du 30 décembre 1912 et la loi du 29 juin 1918, ensemble sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret-loi du 27 août 1937 tendant à réglementer l'exportation des produits originaires ou en provenance des colonies et l'importation dans la métropole et les territoires d'outre-mer des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, notamment l'article 2 classant les dépenses du conditionnement dans la catégorie des dépenses obligatoires ;

Vu le décret du 24 mai 1938 étendant aux produits étrangers similaires de nos produits coloniaux les mesures prises en application du décret-loi du 27 août 1937 pour le conditionnement et le contrôle du conditionnement des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle et de conditionnement des produits aux colonies,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 2 du décret du 17 octobre 1945 est complété comme suit :

« Les gouverneurs pourront par des arrêtés locaux pris dans les conditions prévues à l'article 19 faire assurer par ces services l'inspection des produits à l'intérieur des colonies en vue de vérifier leur qualité.

« En aucun cas les produits déjà soumis à cette vérification ne pourront être dispensés du contrôle du conditionnement à l'exportation prévu au décret du 17 octobre 1945 ».

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

DÉCRET n° 46-1666 complétant le décret du 31 mai 1946 pris pour l'application aux départements et aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, de la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités.

(Du 20 juillet 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu la loi n° 46-991 du 10 mai 1946 portant fixation de la date de cessation légale des hostilités, notamment en son article 5 ;

Vu le décret n° 46-1289 du 31 mai 1946 déterminant les conditions d'application aux départements et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, des articles 2 et 3 de la loi du 10 mai susvisée ;

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est ajoutée à l'état B annexé au décret n° 46-1289 du 31 mai 1946 susvisé : l'ordonnance du 18 avril 1944 relative aux allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux journaux officiels des départements et territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 juillet 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 714 s.g. modifiant à nouveau l'arrêté n° 324 a.g.f. du 6 avril 1939 réglementant les détails d'application dans les Etablissements français de l'Océanie des deux décrets et de l'arrêté ministériel (colonies) du 26 mai 1937 sur le logement et l'ameublement aux colonies, la domesticité et les frais divers et les moyens de transport mis à la disposition de certains fonctionnaires.

(Du 26 juillet 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE,



Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 324 a. g. f. du 6 avril 1939 susvisé et les textes qui l'ont modifié, notamment l'arrêté n° 800 s.g. du 18 novembre 1944 ;

Vu le décret du 19 janvier 1946 relatif à l'enseignement aux colonies ;

Vu l'arrivée dans la colonie d'un censeur licencié, Chef du service, et de nouveaux instituteurs du cadre général ;

Vu la pénurie de logements administratifs ;

Le Conseil Privé entendu le 24 juillet 1946 ;

Sous réserve de l'approbation du ministre de la France d'Outre-mer,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 14 de l'arrêté susvisé n° 324 du 6 avril 1939, modifié par l'arrêté n° 800 du 18 novembre 1944, est remplacé par les dispositions suivantes :

Le droit au logement gratuit ou, à défaut, à l'indemnité représentative, est accordé au personnel du cadre général de l'enseignement en service dans les Etablissements français de l'Océanie ;

L'indemnité annuelle de logement à laquelle peut prétendre ledit personnel qui ne reçoit pas le logement en nature, est fixée au montant réel du loyer sans pouvoir toutefois excéder les sommes suivantes :

Censeur licencié, chef du service. Quinze mille six cents francs.  
Instituteur et institutrice. . . . . Treize mille deux cents francs.

Il ne peut y avoir pluralité d'indemnités pour un même logement. L'allocation de l'indemnité représentative est justifiée, une fois pour toutes, sauf changement de prix du loyer, par la communication de la quittance initiale qui est reproduite sur le premier mandat.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1946, sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 26 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 715 s. g., portant annulation d'un ordre de recette.

(Du 26 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'ordre de recette n° 766 du 10 septembre 1945 émis au nom de M. Lainey (Raymond) au titre du chapitre 4, article 3, paragraphe 6 du budget local exercice 1945 de fr. 2.160 pour frais d'hospitalisation, du 26 mai au 10 juin 1945 ;

Vu la décision, en date du 28 novembre 1945, de la commission de contrôle des soins médicaux gratuits donnés aux bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919 ;

Vu ensemble les ordres de recette n°s 1252 de fr. 1.040 et 1255 de fr. 1.470 émis le premier au nom de M. Lainey (Raymond) pour le même motif et le second au nom du Trésorier-payeur (Intendance militaire) pour la part imputable au budget des pensions ;

Considérant que ces deux ordres de recette font double emploi avec celui n° 766 du 10 septembre 1945 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 24 juillet 1946,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'ordre de recette n° 766 du 10 septembre 1945 de fr. 2.160, émis au titre du chapitre 4, article 3, paragraphe 6 du budget local exercice 1945, au nom de M. Lainey (Raymond), pour remboursement des frais d'hospitalisation, du 26 mai au 10 juin 1945, est annulé pour cause de double emploi.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 716 s. g., rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 26 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 32 du décret du 31 août 1945, instituant une Assemblée Représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, ensemble les articles 55 et 56 du décret du 8 mars 1879 instituant une commune à Nouméa rendu applicable à la commune de Papeete par décret du 20 mai 1890 ;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie en date du 15 mars 1946 ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 24 juillet 1946,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est rendue exécutoire la délibération de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, en date du 15 mars 1946, ainsi conçue :

Article unique. — Est arrêté à trente le maximum du nombre de centimes extraordinaires que les conseils municipaux de la colonie sont autorisés à voter pour l'année 1946.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 717 s.g., augmentant les allocations viagères payées sur les fonds du budget local.

(Du 26 juillet 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 2038 a.g.f. du 10 novembre 1938 fixant le chiffre des allocations viagères payées sur les fonds du budget local ;

Vu les prévisions inscrites au budget de 1946 approuvé par l'Assemblée Représentative dans sa session extraordinaire de mars 1946 ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;  
Le Conseil Privé entendu le 24 juillet 1946,

# ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Les allocations viagères payées sur les fonds du budget local aux personnes désignées ci-après sont fixées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946 :

M <sup>me</sup> V <sup>e</sup> Buillard.....	5.400 fr. l'an.
M <sup>me</sup> V <sup>e</sup> Vidal.....	3.000 fr. —
M <sup>me</sup> Mama.....	2.700 fr. —
M <sup>me</sup> Tautematua Tefaatau.....	900 fr. —
Princesse Ariimanihinihi Pomare.....	18.000 fr. —
Princesse Teriinui Pomare.....	18.000 fr. —
M. Nu Taunua.....	3.600 fr. —

Art. 2.— Ces dépenses sont imputables au chapitre 1<sup>er</sup> du budget local.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 26 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 718 s. g., attribuant aux communes les parts leur revenant et fixant les quotes-parts de chacune d'elles dans certaines dépenses du Service Local pendant l'année 1946.

(Du 26 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu ensemble les décrets des 8 mars 1879, 20 mai 1890 et 29 mars 1900 relatifs à l'organisation de la commune de Papeete ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté n° 600 du 9 novembre 1929 répartissant les dépenses du Service d'hygiène et de prophylaxie entre le Service local et la Municipalité ;

Vu le décret du 18 juin 1945 instituant une commune à Uturoa, chef-lieu de l'archipel des Iles Sous-le-vent ;

Vu l'arrêté n° 736 s. g. du 29 août 1945 fixant les modalités d'application du décret du 18 juin 1945 portant création d'une commune à Uturoa ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 24 juillet 1946,

# ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— La quotité des parts revenant aux communes dans divers droits et produits du Service local est fixée pour l'année 1946 ainsi qu'il suit :

## Commune de Papeete.

Produits des amendes judiciaires et autres (part forfaitaire) : Douze mille francs..... 12.000 »

Octroi de mer.— Part calculée dans les conditions prévues par les décrets des 11 mars 1897 et 17 avril 1940..... »

Participation forfaitaire de la colonie dans les frais de traitement à l'hôpital des personnes soignées au compte de ladite commune pour maladies spécifiques : Six mille francs..... 6.000 »

## Commune d'Uturoa.

Octroi de mer.— Part calculée dans les conditions prévues par les décrets des 11 mars 1877 et 17 avril 1940.

Art. 2.— Les quotes-parts des mêmes communes dans les dépenses du Service local sont fixées, pour l'année 1946, ainsi qu'il suit :

## Commune de Papeete.

- a) Dans les dépenses de la police (part forfaitaire) : Cent mille francs..... 100.000 »
- b) Dans les dépenses du Service d'hygiène et de prophylaxie (part forfaitaire) : Quatre-vingt mille francs..... 80.000 »
- c) Inspecteur des viandes : Dix-huit mille francs.. 18.000 »
- d) Médecin de la commune : Dix-huit mille francs. 18.000 »

## Commune d'Uturoa.

- a) Participation dans les frais de gestion du préposé du trésor receveur de la commune : Huit mille trois cents francs..... 8.300 »
- b) Participation dans les dépenses de personnel de la police (part forfaitaire) : Cinq mille francs... 5.000 »

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 26 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 719 s. g., portant annulation d'ordres de recettes.

(Du 26 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu les ordres de recettes émis : 1<sup>o</sup> contre M. Moua Jean sous le n° 1436 du 24 février 1945 pour frais de traitement à l'hôpital du 29 au 30 décembre 1944 et frais d'opération pour la somme de 255 fr. ;

2<sup>o</sup> contre M. Huioutu Jean, dit Tevane Jean sous le n° 463 du 5 juin 1945 pour frais de traitement à l'hôpital du 28 mai au 7 juin 1945 inclus de 770 fr. ;

Vu la lettre du Trésorier-paveur en date du 14 juin 1946 ;

Vu les procès-verbaux de carence en date du 11 et du 28 mai 1946 ;

Considérant que M. Huioutu Jean dit Tevane a effectué à la Trésorerie un versement de 80 fr. à valoir sur sa dette ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

Le Conseil Privé entendu le 24 juillet 1946,

# ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont annulés :

1<sup>o</sup> L'ordre de recette n° 1436 du 24 février 1945 émis contre M. Moua Jean, au titre du chapitre 4, article 3, paragraphe 6 du budget local exercice 1944, pour frais de traitement à l'hôpital et frais d'opération en décembre 1944, se montant à la somme de 255 fr. ;

2<sup>o</sup> L'ordre de recette n° 463 du 5 juin 1945 émis au nom de M. Huioutu Jean dit Tevane, au titre du chapitre 4, article 3, para-

graphe 6 du budget local exercice 1945, pour frais de traitement à l'hôpital en mai et juin 1945, se montant à la somme de 690 fr. ;

3<sup>e</sup> le<sup>r</sup> frais de poursuites engagées contre M. Huioutu Jean dit Tevane s'élevant à la somme de 20 fr.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 26 juillet 1946.  
HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 720 s.g., portant acceptation d'un don.  
(Du 26 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la lettre du Trésorier-payeur n° 1186/151 du 7 juin 1946 relative au versement à la trésorerie d'un don en faveur de l'asile des vieillards ;

Le Conseil Privé entendu le 24 juillet 1946,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est accepté le don versé à la trésorerie le 24 mai 1946 par M<sup>me</sup> Pauline Coulon de 77 francs en faveur de l'asile des vieillards.

Art. 2. — La recette sera constatée au budget de l'exercice 1946, chapitre 8, sous la rubrique "Dons et legs avec affectation spéciale".

Art. 3. — Il sera ouvert au chapitre 18 de l'exercice 1946 des crédits supplémentaires de : *Soixante-dix-sept francs* (77 fr.) sous la rubrique "Emploi de diverses donations".

Art. 4. — En attendant son approbation par décret, le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire et sera soumis ultérieurement à la ratification de l'Assemblée Représentative.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 26 juillet 1946.  
HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 721 i.p. prescrivant les conditions d'admission dans la classe de première année (section générale) des cours complémentaires.

(Du 26 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 154 i.p. du 9 février 1938 réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1945 du Ministère de l'Education Nationale relatif à l'admission dans les classes de 6<sup>e</sup> des établissements publics d'enseignement du 2<sup>e</sup> degré ;

Vu la note de service n° 885 du 24 avril 1945 du Ministère de l'Education Nationale (premier degré, 1<sup>er</sup> Bureau) aux Recteurs, aux Inspecteurs d'Académie ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement ;  
Le Conseil privé entendu le 24 juillet 1946,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Seront admis dans les classes de première année des cours complémentaires :

1<sup>o</sup> les enfants reçus au concours des bourses métropolitaines (1<sup>re</sup> série) ou au C.E.P.E. ;

2<sup>o</sup> les enfants déclarés reçus à l'examen d'entrée dont la réglementation est la suivante :

*Conditions d'âge* : les candidats doivent avoir 10 ans au moins et au plus 14 ans révolus au 1<sup>er</sup> juin de l'année où ils se présentent à l'examen ; une dispense d'âge égale au maximum à une année peut être accordée par le Gouverneur.

*Inscription* : les demandes écrites des parents seront adressées au directeur ou à la directrice du cours complémentaire dans lequel l'examen sera subi. Elles seront accompagnées :

1<sup>o</sup> du bulletin de naissance du candidat ou du livret de famille des parents ;

2<sup>o</sup> d'un dossier scolaire comprenant :

a) le relevé des résultats de la dernière année scolaire et, si possible, de l'année précédente (moyenne des notes par matières, classement général ;

b) éventuellement, l'indication des aptitudes particulières décelées par le maître ;

c) éventuellement, une appréciation d'ensemble sur l'aptitude du candidat à entreprendre les études du second degré ou tout document utile à l'appréciation de la scolarité antérieure de l'enfant.

*Centres et dates d'examens* : L'examen d'admission aura lieu au cours complémentaire de l'Ecole centrale et dans les centres de C.E.P.E. des archipels. La surveillance des épreuves sera organisée dans les mêmes conditions que pour le C.E.P.E. La date en sera fixée, pour chaque département, par le Chef du Service de l'Enseignement. Deux sessions sont prévues, l'une en décembre, l'autre immédiatement avant la rentrée de février.

L'examen de la session de février aura lieu dans les mêmes conditions que celui de la session de décembre ; il sera réservé exclusivement aux élèves empêchés de se présenter à l'examen de décembre qui justifieront de cette impossibilité.

*Epreuves*. — L'examen comportera trois épreuves :

1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> — Une dictée d'une dizaine de lignes suivie de quatre questions dont deux relatives à l'intelligence du texte et deux à la connaissance de la langue. Durée : 45 minutes, non compris le temps de la dictée. La dictée servira d'épreuve d'écriture.

3<sup>o</sup> — Une composition d'arithmétique et de système métrique en deux parties :

a) deux questions très élémentaires conduisant chacune à une opération sur les nombres entiers ou décimaux ;

b) un problème pratique et autant que possible concret,

comprenant deux ou trois questions de difficulté croissante (application du calcul). Durée : 45 minutes.

Les coefficients sont les suivants 1.

1 - Dictée : 1 - questions : 1

2 - Ecriture : 1

3 - Arithmétique : 2 (1 pour chacune des questions a et b).

*Choix des sujets et corrections des épreuves.* - Les sujets seront choisis par le Chef du Service de l'Enseignement assisté du directeur de l'Ecole Centrale. La correction des épreuves sera effectuée par les soins d'un jury désigné par le Chef de Service et ainsi composé :

le Chef du Service de l'Enseignement, ou son représentant, président ;

le Directeur ou un professeur du cours complémentaire ;  
un professeur de lettres et un professeur de sciences du cours complémentaire ;

un instituteur (ou institutrice) chargé d'un cours supérieur de l'Enseignement primaire.

*Commission d'admission.* - La commission sera constituée par les membres du jury précédent et par un représentant des parents d'élèves désignés par le directeur du cours complémentaire, et qui aura voix consultative. Elle recevra les copies annotées, qui seront versées au dossier scolaire dont elles constitueront un élément d'appréciation, au même titre que les autres pièces.

Le Chef du service de l'Enseignement fixera le nombre d'élèves à admettre après l'examen de décembre ; il réservera un certain nombre de places à l'intention :

1° des élèves reçus dans d'autres centres et dont les parents justifieront d'un changement de résidence ;

2° des élèves autorisés à se présenter à la session de février.

Papeete, le 26 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 731 f. t., établissant l'indemnité représentative de la ration de vivres aux militaires à solde journalière européens et indigènes au 1<sup>er</sup> janvier 1946.

(Du 27 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

GOUVERNEUR P.I. DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret organique du 28 décembre 1929 sur l'alimentation des troupes aux colonies, mis à jour le 1<sup>er</sup> juillet 1943 ;

Sur la proposition du Lieutenant-Colonel Commandant Supérieur délégué des troupes et après avis du Chef du Service de l'Intendance militaire des Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La composition et l'évaluation de la ration journalière à allouer aux troupes européennes et originaires en service aux Etablissements français de l'Océanie sont fixées comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1946 :

Désignation des denrées entrant dans la composition de la ration journalière	Taux de la ration	Prix de revient à Papeete aux 100 kilos ou à l'hectolitre	Valeur des vivres com- posant la ration journalière
Pain ou .....	0,750	645 »	4 84
Biscuit .....	0,550	»	»
Viande fraîche ou .....	0,350	2.560 »	8 96
Conserve .....	0,300	»	»
Café vert .....	0,025	3.000 »	0 75
Riz ou .....	0,120	1.515 »	0 97
Légumes secs .....	0,100	1.325 »	»
Sel .....	0,025	400 »	0 10
Sucre .....	0,030	550 »	0 16
Vin (1/4) et .....	0,250	1.700 »	4 25
Bière (1/2) .....	0,375	880 »	3 30
Bois à brûler .....	1,	67 »	0 67
Prix de revient de la ration .....			24 »
Art. 2. — La prime fixe est fixée à .....			7 »
et la prime éventuelle n° 1 à .....			3 »
Art. 3. — La prime de tabac est fixée à .....			2 »
Soit au total .....			36 »

Art. 4. — Le Commandant Supérieur des Troupes et le Chef du Service de l'Intendance sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 27 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 733 co., rendant exécutoires des rôles principaux et de régularisation de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes, des 10 % C.C., des droits asiatiques, des taxes sur les voitures, sur les chiens et sur les armes, pour l'année 1946.

(Du 29 juillet 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

GOUVERNEUR P.I. DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 359 s.g. du 15 avril 1946 rendant provisoirement exécutoire le budget des recettes et des dépenses du Service local des Etablissements français de l'Océanie pour l'année 1946 ;

Sur le rapport du Chef du Service des Contributions ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 29 juillet 1946,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux et de régularisation, exercice 1946, s'élevant à la somme totale de Cent cinquante-huit mille quatre-cent quarante francs trente-cinq centimes, savoir :

## PERCEPTION DES GAMBIE.

*Rôles principaux - Ex. 1946.*

Propriété bâtie.....	570 »
Patentes.....	539 »
Chiens.....	840 »
Formules et avis.....	22 75

Total de la perception des Gambier - ex. 1946..... 1.971 75

## PERCEPTION DE RURUTU.

*Rôles principaux - Ex. 1946.*

Propriété bâtie.....	3.970 60
Patentes.....	1.910 75
Droits asiatiques.....	3.672 50
Chiens.....	2.325 »
Formules et avis.....	92 65

Total de la perception de Rurutu - ex. 1946..... 11.971 50

## PERCEPTION DE RIMATARA.

*Rôles principaux - Ex. 1946.*

Propriété bâtie.....	1.270 »
Avis.....	10 80

Total de la perception de Rimatara - ex. 1946..... 1.280 80

## PERCEPTION DE TUBUAI.

*Rôles principaux - Ex. 1946.*

Propriété bâtie.....	2.701 20
Avis.....	17 20

Total de la perception de Tubuai - ex. 1946..... 2.718 40

## PERCEPTION DE RAIVAVAE

*Rôles principaux - Ex. 1946.*

Propriété bâtie.....	1.410 50
Avis.....	10 60

Total de la perception de Raivavae - ex. 1946..... 1.421 10

## PERCEPTION DE MAKATEA.

*Rôles principaux - Ex. 1946.*

Patentes.....	17.051 70
10 % C.C.....	1.548 »
Droits asiatiques.....	3.983 25
Voitures.....	80 »
Chiens.....	1.185 »
Formules et avis.....	214 60

Total de la perception de Makatea - ex. 1946..... 24.062 55

## PERCEPTION DE HUAHINE.

*Rôles principaux - Ex. 1946.*

Propriété bâtie.....	4.983 60
Patentes.....	38.909 60
Droits asiatiques.....	36.996 20
Voitures.....	100 »
Chiens.....	3.360 »
Armes.....	165 »
Formules et avis.....	605 20

Total de la perception de Huahine - ex. 1946..... 85.119 60

## PERCEPTION D'ATUONA.

## Marquises (Sud).

*Rôles principaux - Ex. 1946.*

Chiens.....	4.290 »
Armes.....	1.780 »
Avis.....	51 75

Total de la perception d'Atuona - ex. 1946..... 6.121 75

## PERCEPTION DES TUAMOTU.

*Rôles de régularisation - Ex. 1946.*

Patentes.....	13.198 60
Droits asiatiques.....	8.915 70
Chiens.....	1.320 »
Formules et avis.....	338 60

Total de la perception des Tuamotu - ex. 1946..... 23.772 90

Total général..... 158.440 35

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 juillet 1946.

HAUMANT.

DÉCISION n° 735 c., chargeant l'Enseigne de Vaisseau, Antoine, du secrétariat permanent de la défense nationale dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 30 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la décision n° 550 c. du 1<sup>er</sup> juillet 1935 concernant le secrétariat permanent de la défense nationale dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu la décision n° 484 c. bis du 18 mai 1946;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — La décision n° 484 c. bis du 18 mai 1946 est rapportée.

Art. 2. — L'Enseigne de Vaisseau, Antoine, est chargé du secrétariat permanent de la défense nationale des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 3. — La présente décision qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> août 1946 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 748 s. g., rapportant la promulgation du décret n° 45-1096 du 30 mai 1946 relatif aux taux des amendes pénales.

(Du 6 août 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 702 s. g. du 18 août 1945 promulguant des actes du pouvoir central;

Vu la dépêche ministérielle n° 11667/AP/4 du 13 septembre 1945,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté n° 702 s. g. du 18 août 1945 susvisé, en ce qu'elles promulguent dans la colonie :

Le décret n° 45-1096 du 30 mai 1945, étendant aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, l'Union indochinoise et les Etablissements français de l'Inde, les dispositions d'actes validés relatifs aux taux des amendes pénales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 6 août 1946.

HAUMANT.

RECTIFICATIF à la décision n° 677 c. du 16 juillet 1946 portant titularisation de M. Putoa Alexandre dans le cadre local de l'Imprimerie du Gouvernement.

A l'article 1<sup>er</sup>. — Au lieu de :

Pour compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1946.....

Lire :

Pour compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1945.....

RECTIFICATIF à la décision n° 686 c., en date du 19 juillet 1946, portant recrutement de MM. Pambrun (Eugène) et Frébault (Jean-Marie) en qualité d'agents auxiliaires du Service local.

A l'article 1<sup>er</sup> et à l'article 2, en ce qui concerne Frébault (Jean-Marie), au lieu de :

Pour compter du 15 Juillet 1946.....

Lire :

Pour compter du 1<sup>er</sup> Août 1946.....

## EXTRAITS

### Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

#### CABINET

1. — *Par décision n° 677 du 16 juillet 1946.* — Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, M. Putoa (Alexandre), compositeur de 6<sup>e</sup> classe (temporaire), est titularisé avec ce grade, à titre définitif, dans le cadre local de l'Imprimerie du Gouvernement.

2. — *Par décision n° 739 du 2 août 1946.* — L'agent auxiliaire temporaire Brothers (Willy), en service à la Justice, bénéficiera, pour compter du 15 août 1946, d'un congé de 15 jours.

L'intéressé sera licencié pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1946 et aura droit à une indemnité de licenciement égale à un mois de salaire.

3. — *Par décision n° 750 du 7 août 1946.* — Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, l'agent auxiliaire permanent de 2<sup>e</sup> catégorie Fulier (François), est reclassé au 14<sup>e</sup> degré de sa catégorie, tant au point de vue de l'ancienneté que de la solde.

Rappels pour services militaires conservés : 2 mois.

4. — *Par décision n° 751 du 7 août 1946.* — Une prolongation de congé de convalescence d'un mois est accordée, pour compter du 15 juillet 1946, à M<sup>me</sup> Hérault (Victor), née Hugon, institutrice principale du cadre local.

5. — *Par décision n° 753 du 7 août 1946.* — M. Rauzy (Emile), titulaire du baccalauréat, est admis dans le cadre des agents auxiliaires permanents en qualité d'agent de 1<sup>re</sup> catégorie, 17<sup>e</sup> degré de base, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1946.

Pour compter de cette même date, l'intéressé est reclassé au 16<sup>e</sup> degré de sa catégorie.

Rappels pour services militaires conservés - 6 mois.

6. — *Par décision n° 754 du 7 août 1946.* — M. Salvanayagam (Amédée) est nommé agent auxiliaire temporaire du Service local et affecté en qualité d'infirmier auxiliaire à l'Hôpital de Papeete, pour compter du 22 juillet 1946.

Il percevra, à ce titre, des appointements annuels de : *Trente-six mille francs* (36.000 frs) exclusifs de toute indemnité.

7. — *Par décision n° 755 du 7 août 1946.* — M. Allaume (Marcel) est nommé agent auxiliaire temporaire du Service local et affecté au Service des Postes, Télégraphes et Téléphones en qualité de « facteur du télégraphe », pour compter du 15 juillet 1946.

L'intéressé percevra des appointements annuels de : *Trente-huit mille quatre cents francs* (38.400 frs) exclusifs de toute indemnité.

8. — *Par décision n° 756 du 7 août 1946.* — M. Orairai Mahahé est nommé agent auxiliaire temporaire du Service local et affecté au Service de la Justice à Uturoa, en qualité de planton, pour compter du 15 août 1946.

L'intéressé percevra des appointements annuels de : *Trente-quatre mille huit cents francs* (34.800 frs) exclusifs de toute indemnité.

9. — *Par décision n° 768 du 9 août 1946.* — Est acceptée, pour compter du 15 août 1946, la démission de ses fonctions d'agent auxiliaire temporaire du Service local offerte par M. Taea (Noël).

10. — *Par décision n° 769 du 9 août 1946.* — Est acceptée, pour compter du 16 août 1946, la démission de ses fonctions d'institutrice de 5<sup>e</sup> classe du cadre local offerte par M<sup>me</sup> Watkinson (Paule), née Viénot.

\* \* \*

#### ILES SOUS-LE-VENT.

1. — *Par décision n° 749 du 6 août 1946.* — Est acceptée, pour compter du 16 août 1946, la démission de ses fonctions de Président du Conseil de district de Tefarerii (Huahine) présentée par M. Tinomana Marcantoni.

Le Conseil de district de Tefarerii se réunira sous la présidence du vice-président du conseil et procédera à l'élection de son président et éventuellement d'un vice-président.

Procès-verbal de l'élection sera adressé au Chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent, dans les huit jours qui suivront la réunion du conseil.

\* \* \*

#### INSTRUCTION PUBLIQUE

1. — *Par décision n° 722 du 26 juillet 1946.* — Une prolongation de congé sans solde, d'une durée totale de deux mois, pour compter du 27 juin 1946, est accordée à M<sup>lle</sup> Praud (Andrée), institutrice stagiaire du cadre local.

2. — *Par décision n° 723 du 26 juillet 1946.* — M<sup>me</sup> Leverd (Jeanne), institutrice du cadre local, retraitée, cessera ses fonctions d'auxiliaire temporaire le 31 juillet 1946.

3. — *Par décision n° 729 du 26 juillet 1946.* — L'article 1<sup>er</sup> de la décision n° 660 i.p. du 10 juillet 1946 est rapporté en ce qui concerne M<sup>me</sup> Temaurioraa (Teura).

M<sup>me</sup> Temaurioraa (Teura), ayant terminé son stage à l'école de Paofai, est affectée à l'école de Ua-Pou (Hakahau), en remplacement de M. Lichtlé (Jérôme).

Elle rejoindra son poste par la première occasion.

4. — *Par décision n° 730 du 27 juillet 1946.* — M. Lichtlé (Jérôme), instituteur à Hakahau, île Ua-Pou, est chargé de l'école de

Taiohae en remplacement de M<sup>me</sup> Teriihauaitu (Hinaraurea), provisoirement affectée à Papeete.

Il rejoindra son poste par la première occasion.

\* \* \*

#### SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

1. — *Par décision n° 724 du 26 juillet 1946.* — Un témoignage officiel de satisfaction est décerné à M. Bonno (Georges), secrétaire d'état-civil du district de Hatihau - Ile Nuku-Hiva (Marquises Nord) pour le motif suivant :

« Lors du raz-de-marée du 1<sup>er</sup> avril 1946 a procédé à l'évacuation des registres d'état-civil situés à l'étage de l'immeuble qu'il habitait alors que ce dernier était assailli par les vagues - N'a pensé à ses intérêts personnels qu'une fois les registres mis en sécurité. »

\* \* \*

#### SURETÉ

1. — *Par décision n° 736 du 1<sup>er</sup> août 1946.* — M. Teave a Reia agent auxiliaire permanent de 4<sup>e</sup> catégorie, 29<sup>e</sup> degré, agent de police du district de Teaharoa, est licencié de son emploi pour incapacité, à compter du 1<sup>er</sup> août 1946.

Cet agent aura droit à l'indemnité de licenciement prévue à l'article 26 de l'arrêté n° 56 s. g. du 25 janvier 1943.

2. — *Par décision n° 737 du 1<sup>er</sup> août 1946.* — Pour compter du 1<sup>er</sup> août 1946 M. Punua a Firiapu est nommé agent auxiliaire permanent de 4<sup>e</sup> catégorie, 30<sup>e</sup> degré, et affecté en qualité d'agent de police au district de Teaharoa (Moorea).

Pour compter de la même date, cet agent est reclassé, au titre de rappel de services militaires, au 26<sup>e</sup> degré de la même catégorie, avec un reliquat de 4 ans, 8 mois et 17 jours.

3. — *Par arrêté n° 738 du 2 août 1946.* — Est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1946 M. Tehejura a Teie dit Tehei a Teahoro dit Lazare agent auxiliaire permanent de 3<sup>e</sup> catégorie, 20<sup>e</sup> degré, brigadier de police à Makatea, né le 8 juin 1886, et atteint par la limite d'âge depuis le 8 juin 1946.

M. Tehejura a Teie dit Tehei a Teahoro dit Lazare sera rayé des cadres de l'activité à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1946.

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### ANNONCE JUDICIAIRE

#### CESSION DE FONDS DE COMMERCE

##### Deuxième insertion

Par acte passé devant M<sup>e</sup> Dubouch, notaire à Papeete, le 10 juillet 1946, enregistré le même jour, folio 18, case 371, le fonds de commerce de salon de coiffure pour dames exploité à Papeete, rue Jeanne d'Arc, par M<sup>me</sup> ALICE WILLEMS, sous l'enseigne "**Indéfrisable - Coiffeur de dames - permanente parfaite**" a été vendu à M. JEAN, ACHILLE DROLLET, moyennant prix, conditions et modalités énoncés dans cet acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au 1<sup>er</sup> août 1946.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion, et seront reçues au siège du fonds de commerce, rue Jeanne d'Arc, à Papeete.

Pour deuxième insertion,

J. A. DROLLET.

### ANNONCES DIVERSES

#### AVIS

P. Teauna a l'honneur d'informer le public, qu'à partir d'aujourd'hui, il ne se rend plus responsable des dettes contractées par sa femme, née Tecceva Tua.

Nous sommes heureux d'annoncer que le "Monde Colonial Illustré-France Outre-Mer" - 37, rue Marbeuf, à Paris (Bal. 05-28) - qui s'était sabordé en Mai 1940, a repris sa publication. Le premier numéro d'après-guerre vient de sortir.

**Papas, mamans,  
avez-vous un  
"Kodak"**

L'enfant grandit, quitte la maison, seule la petite photo "Kodak" vous reste.

Pourquoi hésiter ? quand

-- Joseph ATEM --

— Rue Colette —

P.O. Box 29 PAPEETE-TAHITI

peut vous montrer les tout derniers modèles de "Kodaks".

Nous faisons vite, bien et à peu de frais les travaux photographiques.





EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

**" OCEANIA "**

Légendes et Récit Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

**PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.**

**R E C U E I L**

des lois, décrets, arrêtés ministériels,  
arrêtés et décisions locaux

**EN VIGUEUR**

**dans les Etablissements français de l'Océanie.**

**Prix des quatre volumes : 1.250 francs.**

**Essai de bibliographie du Pacifique.**

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

**Prix broché : 30 francs.**

**Les Etablissements français de l'Océanie  
et du Pacifique Austral.**

**Prix broché : 50 francs.**

**Notice Lemasson**

**Prix broché : 5 francs.**

**Bulletin officiel (Fascicule)**

**Prix broché : 2 fr. 50.**

**Règlement sur la circulation routière.**

**Prix broché : 2 fr. 50.**

**CALENDRIER POUR 1946**

**Prix en feuille : 2 francs.**